

REMODELAGE DE L'OPINION PUBLIQUE

## Les bonnes raisons d'intervenir en Iran



Après l'invasion de l'Irak, les faucons renforcent la pression sur l'Iran et la Syrie. Le Bureau des plans spéciaux du Pentagone structure des groupes d'opposition iraniens en exil autour du fils du shah déchu et orchestre une campagne internationale de propagande. Anticipant une éventuelle opposition de Paris, il met l'accent sur le modelage de l'opinion publique française. Enfin, il réhabilite les Moujahidins du peuple et négocie leur réarmement bien que le département d'État les qualifie de terroristes.

page 2

### Yougoslavie, Afghanistan, Irak : promesses non tenues

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Perplexe devant les discours militaires de l'axe Londres-Washington, *The Guardian* laisse la parole à trois critiques acerbes. Neil Clark note que le tribunal sur les crimes en ex-Yougoslavie est bien en peine de démontrer la culpabilité de Milosevic et l'étendue de ses crimes. Mariam Rawi affirme que le sort des femmes afghanes ne s'est pas amélioré et Crispin Black que les conclusions de la Commission Hutton sont risibles.

page 7

REPÈRE : 13 FÉVRIER 1945

### Le « terrorisme aérien » sur Dresde fait 135 000 morts civils

En Allemagne, la ville de Dresde déborde de réfugiés et n'est pas défendue, n'ayant ni casernes, ni installations stratégiques. Malgré cela, dans la nuit du 13 février 1945, 800 bombardiers alliés déclenchent un ouragan de feu qui fait 135 000 morts et détruit 80 % de la ville. En 1948, une enquête alliée révélera que, dès 1944, le commandement avait décidé de commettre « une atrocité à une échelle telle, qu'elle terrorisera les Allemands et les poussera à cesser les combats ». Le même argument servira six mois plus tard à Hiroshima et Nagasaki. L'enquête conclut que l'action était « politique et non militaire » et n'hésitera pas à qualifier les bombardements de Dresde et Hambourg « d'actes terroristes à grande échelle ». Aucun responsable politique ou militaire ne fut jamais inquiété.



### ISRAËL NE DÉFENDRA PAS SON MUR DEVANT LE TRIBUNAL DE LA HAYE

Le cabinet d'Ariel Sharon a annoncé, jeudi 12 février 2004, qu'Israël ne se rendrait finalement pas devant la Cour internationale de justice de La Haye, pour les auditions, qui s'ouvrent le 23 février, à propos de la légalité du Mur construit en Palestine. Les principaux ministres du gouvernement israélien se sont rangés à la position défendue par le ministère de la Justice et les juristes internationaux Daniel Bethléem et Alan Dershowitz. Ceux-ci ont en effet conclu que la condamnation d'Israël était inévitable et que la meilleure stratégie consiste à récuser à l'avance la légitimité de la Cour. Le gouvernement a en parallèle débloqué des fonds pour financer une campagne de presse internationale visant à défendre ce point de vue. En Europe, elle a été confiée à Publicis, dont Élisabeth Badinter préside le comité de surveillance.

## Remodelage de l'opinion publique

# Les bonnes raisons d'intervenir en Iran

**Après l'invasion de l'Irak, les faucons renforcent la pression sur l'Iran et la Syrie. Le Bureau des plans spéciaux du Pentagone structure des groupes d'opposition iraniens en exil autour du fils du shah déchu et orchestre une campagne internationale de propagande. Anticipant une éventuelle opposition de Paris, il met l'accent sur le modelage de l'opinion publique française. Enfin, il réhabilite les Moujahidins du peuple et négocie leur réarmement bien que le département d'État les qualifie de terroristes.**



Les faucons ont exprimé leur vues sur l'Iran, en 2000, dans le livre-programme du Projet pour un nouveau siècle américain, *Les Dangers présents* [1]. Sous la signature d'un ancien responsable des actions secrètes de la CIA dans le pays, Reuel Marc Gerecht (alias Edward shirley), ils listent cinq motifs de conflit :

► *L'Iran parraine le terrorisme* : pêle-mêle, Téhéran à fait assassiner à l'étranger au moins quatre-vingts opposants en exil [2] ; il a soutenu les mouvements de résistance palestiniens, dont le Hezbollah responsable de l'attentat contre le quartier général des Marines à Beyrouth [3] ; et il est impliqué dans les attentats de Buenos Aires [4].

► *L'Iran soutient les militants islamiques dans le monde* : malgré l'apparente différence entre chiites et sunnites, Téhéran financerait, au moins

partiellement, toutes les organisations islamiques violentes dans le monde.

► *L'Iran s'oppose au processus de paix et à l'existence même d'Israël.*

► *L'Iran viole les droits de l'homme, notamment à l'encontre des baha'is et des juifs.* Cependant, ces pratiques qui ont marqué la période la plus dure de la révolution khomeyniste sont impopulaires et forment une sorte de « talon d'Achille » du régime.

► *Enfin, l'Iran tente de se doter de la bombe atomique.*

Ces accusations ont été reprises à l'identique dans le programme des faucons réactualisé début 2004, sous le titre *Une Fin du Mal* [5]. Cependant les auteurs, David Frum et Richard Perle, chargent la barque. D'une part, ils écrivent : « *Les mollahs hébergent une part des dirigeants survivants d'Al Qaïda* » ; d'autre part ils se livrent à une longue digression sur l'hypocrisie de Téhéran en matière nucléaire [6]. L'Iran serait donc une menace, rangée avec raison par George W. Bush dans « *l'Axe du Mal* » [7], et l'administration Clinton aurait été bien faible de croire à une possible évolution en douceur du pays. Ils concluent : « *Ali Khamenei (...) n'a pas plus le droit de contrôler l'Iran que d'autres criminels n'ont le droit de prendre le contrôle de personnes et de biens. Il n'est pas toujours en notre pouvoir de faire quelque chose contre de tels criminels, pas plus que ce n'est toujours dans notre intérêt, mais quand c'est en notre pouvoir et dans notre intérêt, nous devons écarter les dictateurs sans plus de ménagement qu'un tireur d'élite de la police n'en a lorsqu'il descend un preneur d'otages. Nous ne pouvons pas créer la démocratie à volonté. Mais nous ne sommes pas obligés d'honorer les prétentions de gouvernements non-démocratiques, jamais.* »

À aucun moment, ils ne prennent en compte la responsabilité états-unienne dans le renversement de Mossadegh, dans la dictature des Pahlevi, ni dans l'agression irakienne contre l'Iran.

## Le gouvernement Sharon aux côtés des faucons

La position des néo-conservateurs états-uniens coïncide, une fois encore, avec celle du gouvernement Sharon : accroître la pression conjointement sur l'Iran et la Syrie. Aussi, début 2002, Morris Amitay et Michael Leeden ont-ils créé la Coalition pour la démocratie en Irak (CDI) [8] dont l'objectif prioritaire est de faire voter par le Congrès un budget de 50 millions de dollars de soutien à l'opposition iranienne. D'ores et déjà, il a recruté des soutiens parlementaires autour de Sam Brownback, sénateur républicain du Kansas [9]. Le 11 juillet 2003, ils ont réussi à faire passer un amendement à la loi de financement du département d'État pour inscrire comme objectif de politique étrangère le soutien moral à l'opposition iranienne [10].

Les deux hommes travaillent depuis longtemps ensemble au sein de l'Institut juif pour les Affaires internationales (JINSA). Ancien expert du Conseil national de sécurité où il joua un rôle lors de l'Irangate [11], Michael Leeden est réputé avoir été l'un des membres étrangers de la Loge P2 en Italie et s'est montré un maître de l'intoxication en popularisant la théorie de la « filière bulgare » à propos de l'attentat commis contre Jean-Paul II.

Ils travaillent aussi ensemble au sein de l'Institut américain de l'entreprise (AEI), aux côtés de Madame Cheney. C'est là qu'ils ont organisé, le 6 mai dernier un colloque intitulé *Le futur de l'Iran, mollahcratie, démocratie et*

*guerre au terrorisme* [12]. L'événement était sponsorisé par le Hudson Institute et la Fondation pour la défense des démocraties de James Woolsey. L'ambassadeur Uri Librani y participait en qualité de représentant du ministère israélien de la défense [13]. Ainsi que le chercheur français Bernard Hourcade, le professeur Rob Shobani (président du cabinet Caspian Energy Consulting) et Ladan Boroumand (de la Fondation nationale pour la démocratie).

## Mise en place du réseau d'intoxication

Sur cette base, le vice-président Dick Cheney a donné instruction au Bureau des plans spéciaux de préparer la déstabilisation de l'Iran. Cet organisme, installé au Pentagone, s'est illustré en organisant l'intoxication des armes de destruction massive irakiennes [14]. Il se concentre désormais sur la propagande anti-iranienne et anti-syrienne.

Plusieurs organisations ont été contactées et recrutées sur le modèle de ce qui avait été fait avec le Congrès national irakien.

- ▶ L'Institut pour la démocratie en Iran (**Iran Institute for Democracy**) de Ramin Parham ;
- ▶ Le Parti des frontières glorieuses **Marza Por Gohar** de Roozbeh Farahanipour ;
- ▶ L'Alliance internationale des femmes iraniennes de Manda Zand Ervin ;
- ▶ **Le Mouvement étudiantin pour la démocratie en Iran** d'Aryo Pirouzni.

Surtout, le Bureau a chaperonné Hussein Khomeiny, petit-fils du Guide suprême, et **Reza Pahlavi**, fils du dernier shah et prétendant au trône impérial. Il met aussi en scène la publication des mémoires de l'ex-impératrice Farah Diba [15]



Pierre André Taguieff, Alain Finkielkraut, Romain Goupil, André Glucksman, Pascal Bruckner

Le comité de soutien français au Mouvement des étudiants pour la démocratie en Iran.

Tirant les conséquences de l'opposition française à l'invasion de l'Irak, le Bureau des plans spéciaux a suscité la mise en place d'un comité de soutien français à la démocratie en Iran. Y ont adhéré sans surprise Claire Brière-Blanchet, Pascal Bruckner, Alain Finkielkraut, André Glucksman, Romain Goupil, Rachid Kaci, Jeanne-Helène Kaltenbach, Yves Michaud, Ralph Pinto, Pierre Rigoulot, Pierre André Taguieff, Florence et Michel Taubmann, Michèle Tribalat, André Senik et Ilios Yannakakis.

En outre, via le cabinet de relations publiques Benador Associates, la revue *Politique internationale* a publié, fin 2003, un dossier intitulé « Pour en finir avec la république islamique », auquel a participé Bernard Hourcade.

Une pseudo radio privée en langue farsi a été installée sur la base de Guantanamo pour émettre en direction de l'Iran, en plus du service farsi de

## Washington arme les terroristes moujahidins

Le Bureau des plans spéciaux a repris contact avec les Moujahidins du peuple, pourtant considérés par le département d'État comme une organisation terroriste. En effet, le groupe de Myriam Radjavi a non seulement commis de nombreux attentats en Iran contre le régime des mollahs, mais aussi dans le reste du monde, tuant notamment cinq ressortissants états-uniens. Pendant la guerre Iran-Irak, il lutta comme supplétif de l'armée irakienne. Puis, après la guerre, il servit à Saddam Hussein pour exécuter les basses œuvres de son régime lorsque la garde nationale s'y refusait.

Le 24 janvier 2004, les Moujahidins ont été autorisés à tenir un imposant meeting au palais des congrès de Washington, sous prétexte d'une collecte humanitaire en faveur des sinistrés du tremblement de terre de Bam. Richard Perle en personne y prit la parole pour fustiger le régime de Téhéran [16].

Pour armer les Moujahidins, le Bureau des plans spéciaux a fait appel à Manucher Ghorbanifar. Ce marchand d'armes iranien avait joué les intermédiaires dans les transactions organisées par Michael Leeden lors de l'Iranganate. Il a été reçu cet été au Pentagone par Harold Rhode et Larry Franklin de l'Agence du renseignement de défense (DIA).

Le secrétaire d'État, Colin L. Powell, qui a eu vent de cette affaire, a adressé de vives protestations à son homologue Donald Rumsfeld. Mais cela n'a rien changé au dispositif en cours d'installation [17].

Les pions sont en place, la partie peut commencer.

---

[1] *Present Dangers, Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy*, ouvrage collectif sous la direction de Robert Kagan et William Kristol (Encounter Books, 2000). Le titre de l'ouvrage fait référence au Comité sur le danger présent qui anima en son temps l'esprit de la Guerre froide aux États-Unis.

[2] Dont un sur le territoire des États-Unis : Ali Akbar Tabatabai, président de la Fondation pour la liberté en Iran, assassiné le 22 juillet 1980 à Bethesda (Maryland) par David Belfield alias Daoud Salahuddin, actuellement réfugié en Iran. Selon le *Washington Times* du 20 décembre 2001, David Belfield aurait, sous le pseudonyme d'Hassan Tantai, joué le rôle principal du film *Kandahar*. L'œuvre, qui dénonce l'oppression des Taliban en Afghanistan, a reçu le Prix du jury œcuménique au festival de Cannes.

[3] Le 23 octobre 1983, un camion piégé contenant plus 1,2 tonne de TNT explose au quartier général des marines US à Beyrouth tuant 241 soldats états-uniens. Une seconde charge, contre le Drakkar, tue 58 parachutistes français.

[4] Le 17 mars 1992, l'ambassade d'Israël en Argentine est dévastée. L'attentat fait 28 morts et 235 blessés. Le 18 juillet 1994, un second attentat détruit le centre communautaire israélien faisant 86 morts et plus de 300 blessés.

[5] *An End to Evil, How to Win the War on Terror* par David Frum et Richard Perle (Random House, 2003). Voir notre présentation de l'ouvrage : « [Le programme des faucons pour 2004](#) », *Voltaire*, 4 janvier 2004.

[6] Voir à ce sujet notre article « [Nucléaire iranien : le piège des États-Unis](#) », *Voltaire*, 19 novembre 2003.

[7] La formule « Axe du mal » a été inventée par David Frum lui-même, qui écrit pour George W. Bush son discours sur l'état de l'Union.

[8] Site officiel : [Coalition for Democracy in Irak](#). Les figures officielles de l'association sont : Frank Gaffney, Jack Kemp, Michael Ledeen, Bruce McCollm, Muravchik, Danielle Pletka, Rob Sobhani, Raymond Tanter et James Woolsey.

[9] Il dispose également du soutien officiel des sénateurs George Allen (R-VA), Jim Bunning (R-KY), Ben Nighthorse Campbell (R-CO), Norm Coleman (R-MN), John Cornyn (R-TX), Daniel K. Inouye (D-HI), Tim Johnson (D-SD), Jon Kyl (R-AZ), Rick Santorum (R-PA), Charles E. Schumer (D-NY) et Gordon H. Smith (R-OR).

[10] Amendment 1145 à la State Department Authorization Bill.

[11] Il a raconté sa version des faits dans *Perilous Statecraft : An Insider's Account of the Iran-Contra Affair*, par Michael Leeden (Scribner, 1998).

[12] Cf. *The Future of Iran : Mullahcracy, Democracy and the War on Terrorism*, 6 mai 2003, American Enterprise Institute.

[13] L'ambassadeur Uri Librani représente Israël dans les négociations relatives aux échanges de prisonniers de guerre. Il a par ailleurs été chef du cabinet privé du chancelier Helmut Kohl.

[14] Lire notre enquête « [Le dispositif Cheney](#) », *Voltaire*, 6 février 2004.

[15] Les mémoires de Farah Diba sont publiées en France par XO Éditions. À cette occasion l'ex-impératrice a été invitée notamment par France 3 (*Des racines et des ailes*, 15 octobre 2003) et par France 2 (*Vivement Dimanche*, 7 décembre 2003). Elle s'est longuement exprimée pour le renversement du régime actuel.

[16] Voir notre article « [Richard Perle soutient les Moujahidins du peuple](#) », *Voltaire*, 2 février 2004.

[17] L'entretien a été révélé par Knut Royce et Timothy Phelps. Cf. « Arms dealer in talks with US officials about Iran », in *Sidney Morning Herald*, 9 août 2003. Voir aussi « Meetings with Iran-Contra arms dealer confirmed », par Bradley Graham et Peter Slevin, in *Washington Post*, 9 août 2003.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

# Yougoslavie, Afghanistan, Irak : promesses non tenues

## Analyse

Max Boot poursuit dans le *Los Angeles Times* son hagiographie de la politique étrangère états-unienne. De Wilson à W. Bush, en passant par Clinton, tous les présidents agissent pour défendre universellement la démocratie tout en défendant les intérêts particuliers des États-Unis qui, c'est bien connu, coïncident. Développant une étrange comparaison entre Haïti et l'Irak, il conclut que Washington doit à la fois garantir les libertés en Irak et y maintenir des troupes. Une profession de foi en forme d'aveu puisqu'elle implique que le maintien des troupes n'a pas pour but de garantir les libertés aux Irakiens, mais de défendre les intérêts (pétroliers et stratégiques) des États-Unis.

James Dobbins, expert à la Rand Corporation et militant de la guerre contre l'Irak, explique aux lecteurs de l'*International Herald Tribune* pourquoi ils doivent être patients à propos de l'Irak. L'administration Bush est en train de changer de stratégie, mais tout cela est complexe. Il faut appliquer une série de transferts de pouvoir qui ne peuvent être réalisés que progressivement et demandent chacun du temps. Bref, les États-Unis se dégagent du bourbier en se défaussant sur l'ONU et l'OTAN, mais ils n'ont pas l'intention de quitter le pays pour autant. Voilà qui confirme l'impression précédente selon laquelle Washington s'intéresse surtout aux ressources pétrolières du pays.

Avec force précautions, Mohamed ElBaradei plaide pour la non-prolifération nucléaire dans le *New York Times*. Selon l'usage, il valide d'abord la théorie de la menace d'acquisition de la bombe atomique par d'obscurs groupes terroristes. D'où il affirme à la nécessité de contrôler la prolifération nucléaire.

Jusque-là rien que très consensuel pour les lecteurs états-uniens. Puis, il souligne que la prolifération est suscitée par la domination nucléaire des grandes puissances. Pour conclure que la lutte contre la prolifération passe par la dénucléarisation des cinq États membres permanents du Conseil de sécurité.

Les exploits de l'axe Londres-Washington laissent de plus en plus perplexes le *Guardian* qui note la continuité entre les agressions contre la Yougoslavie, l'Afghanistan et l'Irak. Le quotidien donne la parole à trois critiques sévères. Neil Clark établit un premier bilan du procès de Slobodan Milosevic. Il constate que les accusations portées par le procureur Carla Del Ponte n'ont toujours pas été prouvées et que le défilé des témoins tourne à la déroute : l'un se rétracte, le second a été payé par les services britanniques, tandis que le troisième assure avoir été torturé pour témoigner contre Milosevic. Il observe que les ONG qui persistent à se réjouir de ce procès sont, comme le tribunal lui-même, financés par George Soros. Il conclut que le problème fondamental de cette Cour est de s'être interdit de juger les responsabilités des dirigeants de l'OTAN pour ne s'intéresser qu'à rendre la justice des vainqueurs.

Une porte-parole anonyme de l'Association des femmes d'Afghanistan dresse le bilan de la situation des femmes dans son pays. Exemples à l'appui, elle montre que, hormis dans une certaine mesure pour les habitantes de la capitale, la situation ne s'est guère améliorée depuis la chute des Talibans. La Coalition a instrumentalisé les Droits des femmes pour justifier sa guerre, mais ne les a pas défendus.

Le lieutenant-colonel Crispin Black, qui vient de prendre sa retraite des services de renseignement militaires britanniques, réagit au rapport Hutton et aux propos de Tony Blair. Il rit de la description des réunions du Comité central du renseignement par Lord Hutton tant elle lui semble ridicule : les militaires n'agissent pas parce que la personnalité du Premier ministre impressionne leur inconscient, mais lorsqu'ils reçoivent des ordres. De plus, il ne croit pas un instant que le Premier ministre ait pu mal interpréter les informations qui lui ont été transmises, car des informations de cette importance font toujours l'objet d'explications précises.

**Réseau Voltaire**



## Max Boot



Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

### « Ne laissez pas l'Irak devenir un nouvel Haïti »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Don't Let Iraq Become a Haiti », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 12 février 2004.

Presque un mois après avoir fêté son bicentenaire, la guerre civile a éclaté à Haïti. Ce pays est l'un des plus pauvres du monde. Il est gouverné par Jean-Bertrand Aristide, un ancien prêtre élu en 1990, renversé en 1991 et remis au pouvoir par les États-Unis en 1994, qui a déçu les espoirs de ses partisans avec un gouvernement de plus en plus brutal et corrompu. Il est important de prêter attention à l'histoire de ce territoire car Haïti peut nous fournir des informations importantes sur la façon dont nous devons nous comporter en Irak.

Les États-Unis ont envahi deux fois Haïti. La première fois, en 1915, le président Wilson a envoyé les troupes sans raison d'une situation encore pire que celle que le pays connaît aujourd'hui. Il l'a fait par idéalisme (pour diffuser la démocratie dans les Caraïbes) et par réalisme (pour éviter que les Français et les Allemands n'interviennent eux-mêmes). Le pays a été occupé jusqu'en 1934 avec un président haïtien désigné par les États-Unis. Il s'agit de la période où les Haïtiens ont été les plus libres et où le pays a le plus prospéré. Puis les États-Unis sont partis et la situation n'a cessé de décliner avec pour paroxysme l'arrivée au pouvoir des Duvalier. En 1994, **Bill Clinton** est intervenu également par idéalisme (pour la démocratie) et réalisme (pour mettre un terme aux débarquements de boat people aux États-Unis et pour satisfaire l'électorat noir), mais les troupes ne restèrent pas aussi longtemps que la première fois et laissèrent vite la main à l'ONU et à Aristide qui s'avéra aussi mauvais que ses prédécesseurs.

La première leçon à retenir, c'est que les élections ne font pas une démocratie puisque Aristide a été largement élu, mais n'a ni un gouvernement humain, ni éclairé. Alors que sous l'occupation des années 20, il n'y avait pas d'élections, mais ils étaient plus libres. La seconde, c'est que la reconstruction nécessite la présence des troupes états-uniennes. Il faut donc en Irak d'une part une constitution qui garantisse les libertés avant d'organiser des élections et, d'autre part, se préparer à laisser des troupes sur place pour des décennies.

## James Dobbins

James Dobbins est directeur de la Rand Corporation. Il a été l'envoyé spécial de l'administration Bush en Afghanistan et il avait supervisé auparavant les opérations de maintien de la paix au Kosovo, en Bosnie, en Haïti et en Somalie.

### « Abandonner le contrôle de l'Irak, une étape à la fois »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Relinquishing control of Iraq, one hand at a time », par James Dobbins, *International Herald Tribune*, 12 février 2004.

L'administration Bush est en train d'effectuer cinq transitions importantes en Irak :

- ▶ La rotation des 130 000 hommes stationnés en Irak, la plus importante rotation de troupes de l'histoire moderne.
- ▶ Le transfert de pouvoir de l'**Autorité provisoire de la Coalition** vers un gouvernement provisoire à la fin juin, un transfert qui occasionne déjà des difficultés.
- ▶ Le transfert du contrôle de la reconstruction de l'Irak à l'ONU, après juin.
- ▶ Le passage d'un contrôle militaire purement états-unien à une gestion par l'OTAN.
- ▶ Le passage de la primauté du **département de la Défense** à celle du **département d'État** pour gérer les efforts états-uniens en Irak.

Dans un monde parfait, tout serait fini cet été, mais aucune de ces transitions ne sera facile à mettre en place et, hormis la première, toutes pourraient être retardées, voire annulées.

En effet, pour qu'un gouvernement provisoire soit formé cet été, il faudra persuader la majorité chiite de renoncer aux élections rapides et les Kurdes de ne pas demander l'autonomie. Pour que l'ONU assume ses responsabilités, il faudra convaincre **Kofi Annan** que le travail en vaut la peine et qu'il sera soutenu par les États-Unis. Pour que l'OTAN s'investisse, il faudra convaincre la France et l'Allemagne. Même le passage de relais entre le département de la Défense et le département d'État ne sera pas simple.

Ces transferts représentent un grand changement dans la politique des États-Unis en Irak. Il sont motivés par le sur déploiement des troupes états-uniennes dans le monde et le caractère trop onéreux d'une reconstruction payée presque exclusivement par les États-Unis. En outre, les États-Unis ont vu le bon travail de l'ONU et de Lakhdar Brahimi en Afghanistan et ils souhaitent qu'ils agissent de la même façon en Irak. Quoi qu'il en soit, le nouveau gouvernement irakien aura besoin d'un long soutien extérieur et pas seulement de la part de Washington.

## Mohamed ElBaradei



Mohamed ElBaradei est directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

### « Nous sauver nous-mêmes de l'autodestruction »

Source : New York Times

Référence : « Saving Ourselves From Self-Destruction », par Mohamed ElBaradei, *New York Times*, 12 février 2004.

La prolifération nucléaire est un phénomène qui prend de l'ampleur car l'équipement, le matériel et l'expertise sont de plus en plus disponibles et que la demande existe du fait du sentiment d'insécurité de certains pays qui sont prêts à enfreindre les règles pour les acquérir. Si nous ne faisons rien, cette tendance s'accroîtra et l'offre s'accroîtra. Un jour les terroristes disposeront de ces armes et si le monde ne change pas nous courrons vers l'autodestruction. Il est facile de réformer le Traité de non-prolifération et nous pouvons le renforcer sans menacer la souveraineté nationale. Il faut commencer par renforcer le contrôle sur les exportations de matières nucléaires, une priorité mise en avant, hier, par **George W. Bush**. Il faut mettre en place un système international autorisant le développement du nucléaire civil, mais criminalisant l'aide à la prolifération militaire. Les pouvoirs des inspecteurs doivent être renforcés et il faut interdire à tout pays signataire de quitter le traité sans que le Conseil de sécurité de l'ONU n'étudie cette sortie comme une menace. Il faut également que la constitution de carburant nucléaire soit placée sous contrôle afin qu'il ne puisse être détourné de son utilisation civile. Bien évidemment, une part fondamentale de la lutte contre la prolifération doit être l'engagement des cinq pays nucléaires à se désarmer, un désarmement qui doit être vérifiable et définitif. La lutte contre la prolifération doit aussi passer par la mise en place d'un système de sécurité des nations qui en diminuant le sentiment d'insécurité de certains pays diminuera le risque que ces pays ne cherchent à acquérir des armes nucléaires.

## Neil Clark

Neil Clark est un écrivain spécialisé sur les Balkans et l'Europe de l'Est.

### « Le procès Milosevic est une farce »

Source : The Guardian

Référence : « The Milosevic trial is a travesty », par Neil Clark, *The Guardian*, 12 février 2004.

Cela fait deux ans aujourd'hui que le procès de Slobodan Milosevic s'est ouvert à La Haye. **Carla Del Ponte**, la procureur, était fière d'annoncer qu'il était jugé pour 66 actes de crimes de guerre et de génocide. **CNN** annonçait qu'il s'agissait du plus grand procès depuis Nuremberg et qu'il démontrerait la « sauvagerie

médiévale » des crimes commis par « le boucher de Belgrade ». Depuis, les choses vont mal pour Mme Del Ponte.

Elle est incapable de prouver la responsabilité personnelle de Milosevic dans les atrocités commises au Kosovo, atrocités dont la nature et l'étendue ont été remises en question. Ainsi le témoignage de Bilal Avdiu, affirmant avoir vu des douzaines de corps mutilés à Racak, un événement ayant précipité le déclenchement de la guerre s'est avéré mensonger et on n'a trouvé aucun corps mutilé. Rade Markonic, ancien chef des services de renseignement yougoslaves, a affirmé avoir subi des pressions et des tortures pendant un an et demi pour signer un texte contre Milosevic qui avait été rédigé par la Cour. Et il s'avère que le témoignage de Radomir Tanic a été présenté contre rémunération des services britanniques. Concernant les crimes en Croatie et en Bosnie, cela ne va pas beaucoup mieux et Del Ponte n'a pas été capable de prouver la complicité de Milosevic dans le massacre de Srebrenica. Le tribunal n'a pas amélioré son bilan en faisant témoigner **Wesley Clark** à huis clos avec l'autorisation accordée à Washington de censurer des passages qui pourraient être contraires aux « intérêts états-uniens ».

Malgré cette somme d'errements, la seule organisation occidentale à avoir protesté est le **British Helsinki Group**. Richard Dicker d'**Human Right Watch** s'est déclaré « impressionné » par le travail de Del Ponte et Judith Armatta de **l'Alliance internationale pour la justice** a été plus loin en considérant que Milosevic était déjà jugé coupable. Les cyniques remarqueront que ces deux groupes, comme le tribunal, sont financés par **George Soros**.

Des crimes horribles ont été commis dans les Balkans et il faut que les responsables soient jugés, mais ce tribunal n'est qu'un outil politique au service de l'OTAN qui a refusé les preuves démontrant que les responsables occidentaux étaient coupable de crimes de guerre. Milosevic est surtout jugé pour avoir été à l'encontre des intérêts économiques et militaires des nations les plus puissantes de la planète.

## Mariam Rawi

Mariam Rawi est le pseudonyme d'une membre de la Revolutionary Association of Women of Afghanistan (Rawa)

### « La loi des violeurs »

Source : The Guardian

Référence : « Rule of the rapists », par Mariam Rawi, *The Guardian*, 12 février 2004.

Quand les États-Unis ont commencé à bombarder l'Afghanistan, le 7 octobre 2001, l'oppression des femmes afghanes a servi de justification. **Laura Bush** s'est réjouie de leur libération. **Amnesty International** a récemment dépeint un tout autre tableau de la situation en affirmant que les violences sexuelles et l'oppression des femmes se poursuivaient. Si les femmes de Kaboul et d'autres villes sont libres d'aller à l'école et d'avoir des emplois, ce n'est pas le cas de la majeure partie de la population féminine.

Dans la province d'Herat, le seigneur de guerre Ismail Khan a imposé des décrets proches de ceux des Talibans et, face à cette oppression, de nombreuses jeunes femmes se suicident, plus encore que sous les Talibans. Cela ne va pas mieux dans les territoires contrôlés par l'Alliance du Nord. Sous l'ère des

Talibans, les femmes arborant un peu de leur peau étaient flagellées, aujourd'hui elles sont violées. Selon **Human Right Watch**, beaucoup de femmes continuent de porter la Burka pour se protéger et des parents évitent d'envoyer leurs filles à l'école de peur des agressions sexuelles. Malgré la rhétorique, le gouvernement Karzaï n'a rien fait pour arrêter cela et le ministère de la femme est de la poudre aux yeux. Les États-Unis ont remplacé un régime fondamentaliste misogyne par un autre. Les premières mesures contre les femmes ont été prises en 1992 par l'Alliance du Nord et aujourd'hui, c'est elle qui détient réellement le pouvoir. **Colin Powell** avait pourtant déclaré que le droit des femmes n'était pas négociable. Ceux qui affirment que ce traitement des femmes fait partie de la culture afghane oublient que les Afghanes se battent pour leurs droits et prennent des risques pour cela. La **Revolutionary Association of Women of Afghanistan** (Rawa), qui était interdite sous les Talibans, n'a toujours pas le droit de publier ses revues ou d'ouvrir un bureau à Kaboul. Le féminisme n'a pas besoin d'être importé en Afghanistan, il y existe depuis longtemps. Il a d'ailleurs été instrumentalisé, sans notre accord, après le 11 septembre.

## Crispin Black

Le lieutenant-colonel Crispin Black a travaillé dans les services de renseignement militaires britanniques (1994-96) puis au service d'évaluation des renseignements du ministère de la Défense (1999-2002).

### « Les affirmations de Blair ne sont pas crédibles »

Source : The Guardian

Référence : « Blair's claim is simply incredible », par Crispin Black, *The Guardian*, 12 février 2004.

En tant qu'ancien membre du renseignement du ministère de la Défense britannique, retraité six semaines avant la remise du rapport de la **Commission Hutton**, et ayant rassemblé des documents pour le compte du Comité central du renseignement et pour le Premier ministre, j'ai été troublé par le rapport de la commission d'enquête. Il ressort de ses conclusions une description des services de renseignement qui n'a rien à voir avec ce que j'ai connu durant ma carrière. Ce rapport provoque l'hilarité quand il affirme : « Nous ne pouvons pas exclure totalement que les désirs du Premier ministre aient influencé de façon inconsciente le Comité central du renseignement ». Il est plus embarrassant encore d'entendre **Tony Blair** affirmer qu'il ne savait pas que les déclarations concernant le déploiement en 45 minutes des armes irakiennes s'appliquaient aux armes tactiques sur le champ de bataille et non aux armes stratégiques. Pour que cette affirmation à la **Chambre des communes** soit crédible, il aurait fallu que ni **Robin Cook**, ni **Geoff Hoon** ne l'avertissent, et que l'information ne soit pas jugée suffisamment importante pour qu'elle lui soit expliquée en détail. Il aurait également fallu que le rapport parle du déploiement d'arme en 45 minutes sans préciser lesquelles et que, lorsqu'il fut publié, aucun service ne fasse d'objection au Premier ministre.